

Loi N° 001 /PR/2007**Portant Budget Général de l'Etat pour 2007**

Vu la Constitution ;

L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté en sa séance du 02 Janvier 2007 ;

Le Président de la République promulgue la Loi dont la teneur suit:

Article 1.- Sous réserve des dispositions de la présente Loi, la perception des impôts, contributions, taxes directes ou indirectes, produits et revenus continuera à être opérée en l'an 2007 au profit de l'Etat et des Collectivités publiques conformément aux textes en vigueur.

I- DISPOSITIONS FISCALES

Article 2.- Pour compter du 1^{er} Janvier 2007, les dispositions de l'article 26 du Code Général des Impôts (CGI) sont modifiées comme suit :

Au lieu de :

Article 26(ancien) :

L'Impôt Général Libératoire est liquidé par les services des Impôts en application de tarif arrêté par Zone d'imposition et à l'intérieur d'une fourchette fixée par catégorie d'activité ainsi qu'il suit:

ZONE	Zone 1	Zone 2	Zone 3
CATEGORIE			
A	900 001- 2000 000	500 001- 1 000 000	350 001- 500 000
B	500 001- 900 000	250 001- 500 000	200 001 – 350 000
C	250 001- 500 000	150 001 – 250 000	125 001 – 200 000
D	150 001- 250 000	75 001 – 150 000	50 001 – 125 000
E	10 000 – 150 000	7 500 - 75 000	7 500 - 50 000

Les zones d'imposition sont définies ainsi qu'il suit:

Zone 1: La ville de N'DJAMENA;

Zone 2: Les villes de MOUNDOU; SARH et ABECHÉ;

Zone 3: Les autres localités.

Lire :

Article 26 (nouveau):

L'impôt Général Libératoire est liquidé par les services des Impôts en application de tarif arrêté par Zone d'imposition et à l'intérieur d'une fourchette fixée par catégorie d'activité ainsi qu'il suit:

CATEGORIE/ZONE	Zone 1	Zone 2	Zone 3
A	900 001- 2000 000	500 001- 1 500 000	350 001- 500 000
B	500 001- 900 000	250 001- 500 000	200 001 – 350 000
C	250 001- 500 000	150 001 – 250 000	125 001 – 200 000
D	150 001- 250 000	75 001 – 150 000	50 001 – 125 000
E	10 000 – 150 000	7 500- 75 000	7 500- 50 000

Les zones d'imposition sont définies ainsi qu'il suit:

Zone 1: La ville de N'DJAMENA;

Zone 2: Les villes de MOUNDOU; SARH et ABECHÉ;

Zone 3: Les autres localités.

En plus du montant de l'impôt général libératoire, les redevables sont astreints au paiement de la redevance audiovisuelle dont le montant est ci-après fixé :

Zone 1 : 5 000 FCFA ;

Zone 2 : 2 500 FCFA ;

Zone 3 : 1 000 FCFA .

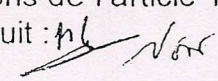
Article 3.- Pour compter du 1^{er} Janvier 2007, les dispositions de l'article 71 quintes nouveau du Code Général des Impôts (CGI) sont modifiées comme suit :

Article 71 quintes :

Il est institué une redevance audiovisuelle payée par les salariés du secteur public et privé dont le salaire brut est supérieur au double du SMIG, les entreprises assujetties à la patente et les redevables soumis à l'impôt général libératoire sur le territoire national.

Les modalités de paiement de la redevance audiovisuelle s'effectuent soit par retenue à la source par l'employeur au moment du paiement effectif du salaire, soit au moment du paiement de la patente ou de l'impôt général libératoire.

La base retenue pour la détermination de la redevance audiovisuelle est définie pour les salariés aux articles 26, 106, 706 et 743 du présent Code.

Article 4.- Pour compter du 1^{er} Janvier 2007, les dispositions de l'article 106.6ème du Code Général des Impôts (CGI) sont modifiées comme suit : 

Au lieu de :

Article 106.6^{ème} (ancien) :

- Le taux de la retenue à la source de l'impôt sur le revenu des personnes physiques est porté à 10,5 %. Cette retenue, applicable aux tranches de salaires compris entre le SMIG et 150.000 F mensuel, est opérée sans tenir compte des charges de famille et constitue un prélèvement libératoire pour ces tranches.

Les tranches supérieures à 150.000 F demeurent soumises à l'application du barème.

- Toutefois, si l'application du barème mensuel résultant des dispositions de l'article 102 du Code Général des Impôts détermine un montant d'impôt supérieur à celui obtenu par application du taux de 10,50 % à titre d'acompte pour les salaires supérieurs à la tranche de 150.000F, c'est le montant résultant de l'application du barème qui est retenu. Le supplément d'impôt résultant de l'application préférentielle du taux de 10,5 % par rapport à l'impôt résultant du barème sera remboursé conformément aux dispositions de l'article 1031 ci-après.

Lire :

Article 106.6^{ème} (nouveau) :

- Le taux de la retenue à la source de l'impôt sur le revenu des personnes physiques est porté à 10,5 %. Cette retenue, applicable aux tranches de salaires compris entre le SMIG et 150.000 F mensuel, est opérée sans tenir compte des charges de famille et constitue un prélèvement libératoire pour ces tranches.

Les tranches supérieures à 150.000 F demeurent soumises à l'application du barème.

- Toutefois, si l'application du barème mensuel résultant des dispositions de l'article 102 du Code Général des Impôts détermine un montant d'impôt supérieur à celui obtenu par application du taux de 10,50 % à titre d'acompte pour les salaires supérieurs à la tranche de 150.000F, c'est le montant résultant de l'application du barème qui est retenu. Le supplément d'impôt résultant de l'application préférentielle du taux de 10,5 % par rapport à l'impôt résultant du barème sera remboursé conformément aux dispositions de l'article 1031 ci-après.

- La redevance audiovisuelle payée par les salariés est fixée à 0,3 % du montant de l'IRPP/TS et est retenue à la source conformément aux dispositions de l'article 847 dudit Code.

Article 5.- Pour compter du 1^{er} Janvier 2007, les dispositions de l'article 706 du Code Général des Impôts (CGI) sont modifiées comme suit : *h4* *Nor*

Au lieu de :

Article 706 (ancien):

La contribution des patentes est composée d'un droit fixe établi, soit d'après un tarif général pour les professions énumérées au tableau A, soit au tableau B.

Les commerces, industries et professions non dénommés dans ces tableaux n'en sont pas moins assujettis à la patente. Les droits auxquels ils doivent être soumis sont réglés d'après l'analogie des opérations ou des objets du commerce par arrêté du Ministre des Finances, sur proposition du Directeur des Impôts et Taxes.

Lire :

Article 706 (nouveau):

La contribution des patentes est composée de :

- un droit déterminé sur le chiffre d'affaires,
- une taxe sur la valeur locative des locaux professionnels utilisés ;
- des centimes additionnels au profit de la CNPS, de la Chambre de Commerce, d'industrie, des mines et de l'artisanat
- de la redevance audiovisuelle ;
- et des centimes pour l'ONASA.

Les commerces, industries et professions non dénommés dans le tableau des activités patentables n'en sont pas moins assujettis . Les droits auxquels ils doivent être soumis sont réglés d'après l'analogie des opérations ou des objets du commerce par arrêté du Ministre des Finances, de l'Economie et du Plan, sur proposition du Directeur Général des Impôts.

Pour tout patentable indélicat faisant l'objet d'une taxation d'office, le chiffre d'affaires sera estimé comme égal à dix fois la valeur du stock constaté et évalué au prix de vente.

Article 6.- Pour compter du 1^{er} Janvier 2007, les dispositions de l'article 708 du Code Général des Impôts (CGI) sont modifiées comme suit :

Au lieu de :

Article 708(ancien) :

- Le patentable qui, dans le même établissement exerce plusieurs commerces, industries ou professions du tableau A, ne peut être soumis qu'à un seul droit fixe. Ce droit est le plus élevé de ceux qu'il aurait à payer s'il était assujetti à autant de droits fixes qu'il exerce de professions.

Lorsque les professions exercées dans le même établissement sont toutes inscrites au tableau B, le contribuable acquitte la plus élevée des taxes déterminées afférentes aux professions exercées et la totalité des taxes variables afférentes à ces mêmes professions. *h4*

Enfin, quand les professions exercées dans le même établissement sont inscrites aux tableaux A et B, le contribuable est soumis :

1° - A un droit qui est le plus élevé des droits fixes inscrits au tableau A et des taxes déterminées portées au tableau B ;

2° - A la totalité des taxes variables du tableau B.

Lire :

Article 708(nouveau) :

- Le patentable qui, dans le même établissement exerce plusieurs commerces, industries ou professions , ne peut être soumis qu'à un seul droit déterminé. Ce droit est le plus élevé de ceux qu'il aurait à payer s'il était assujetti à autant de droits déterminés qu'il exerce de professions.

Article 7.- Pour compter du 1^{er} Janvier 2007, les dispositions de l'articles 709 du Code Général des Impôts (CGI) sont modifiées comme suit :

Au lieu de :

Article 709 (ancien) :

- Le patentable ayant plusieurs établissements, boutiques ou magasins de mêmes espèces ou d'espèces différentes est, quel que soit le tableau auquel il appartient comme patentable, passible d'un droit fixe en raison du commerce, de l'industrie ou de la profession exercée dans chacun de ces établissements.

Lire :

Article 709 (nouveau) :

- Le patentable ayant plusieurs établissements, boutiques ou magasins de mêmes espèces ou d'espèces différentes est passible d'un droit déterminé en raison du commerce, de l'industrie ou de la profession exercée dans chacun de ces établissements.

Article 8.- Pour compter du 1^{er} Janvier 2007, les dispositions de l'article 711 du Code Général des Impôts (CGI) sont abrogées.

Article 9.- Pour compter du 1^{er} Janvier 2007, les dispositions de l'article 719 du Code Général des Impôts (CGI) sont abrogées.

Article 10.- Pour compter du 1^{er} Janvier 2007, les dispositions de l'article 725 du Code Général des Impôts (CGI) sont abrogées.

Article 11.- Pour compter du 1^{er} Janvier 2007, les dispositions de l'article 727 du Code Général des Impôts (CGI) sont abrogées.

Article 12.- Pour compter du 1^{er} Janvier 2007, les dispositions de l'article 728 du Code Général des Impôts (CGI) sont abrogées.

Article 13.- Pour compter du 1^{er} Janvier 2007, les dispositions de l'article 730 du Code Général des Impôts (CGI) sont modifiées comme suit .

Au lieu de :

Article 730 (ancien):

- Sous peine de saisie ou séquestre à leurs frais :

a) - des marchandises par eux mises en vente leur appartenant ou non ;

b) - des véhicules et instruments de travail par eux utilisés leur appartenant ou non,

sont tenus d'acquitter les droits par anticipation et de justifier de leur imposition à la patente dans les conditions fixées par l'article 722, à toute réquisition des agents de l'Administration et des officiers ou agents de police judiciaire, les contribuables ci-après désignés :

1° - Les patentables des 5°, 6°, 7°, 8° et 9° classes du tableau A ;

2° - Les entrepreneurs de transports ;

3° - Les patentés du tableau B dont le montant des droits à acquitter est inférieur ou égal à celui correspondant à la 5ème classe du tableau A ;

4° - Les personnes, négociants, industriels ou commis voyageurs visés au 2ème alinéa du paragraphe 16 de l'article 707 ci-dessus ;

5° - Tout contribuable pour chacun de ses établissements soumis à licence de 2, 4 et 6ème classes ;

6° - Les acheteurs pour l'exportation visés au paragraphe b) de l'article 729 ;

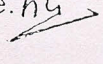
7° -

a) - Les personnes qui entreprennent au cours de l'année une profession sujette à patente ;

b) - Les patentés qui, dans le cours de l'année, entreprennent une profession comportant des droits plus élevés que ceux qui étaient afférents à la profession qu'ils exerçaient d'abord ;

c) - Les contribuables soumis au rôle primitif qui exerçaient avant le premier janvier de l'année de l'émission de ce rôle une activité sujette à patente ou qui, antérieurement à la même époque, avaient apporté dans leur profession des changements donnant lieu à augmentation de droits, lorsque, en l'espèce, la déclaration prévue à l'article 720 ci-dessus n'aura pas été régulièrement souscrite.

A cet effet, la patente due par les contribuables cités aux paragraphes 1, 3, 5 et 7 ci-dessus, doit être affichée de façon visible dans l'établissement qu'elle concerne. *hy*

NUT 

En ce qui concerne les activités exercées en ambulance ou sans établissement fixe, la patente devra être affichée de façon visible sur l'étal, le véhicule ou les instruments de travail, dès que le contribuable stationnera en vue de l'exercice de sa profession.

Sous réserve de l'alinéa ci-après et des dispositions de l'article 724, le contribuable saisi qui sera en mesure de produire, par la suite, un titre régulier de patente le concernant personnellement, pourra obtenir restitution des instruments de travail et des marchandises saisis, les frais de garde étant mis, le cas échéant, à sa charge.

Si, dans le délai d'un mois, le contribuable ne s'est pas libéré, il sera procédé à la vente des produits, marchandises ou moyens de travail saisis par le Greffier commissaire-priseur ou son représentant ou le chef de la circonscription administrative ou le receveur des Domaines, le produit de la vente étant alors consigné jusqu'à l'émission du titre de perception.

Le délai prévu au précédent alinéa ne s'applique pas aux denrées périssables et dont la conservation ne peut être assurée. Elles peuvent, en ce cas, être soit vendues par le Contrôleur des Impôts et Taxes ou le Sous-préfet (ou son représentant) immédiatement après la saisie, soit remises gratuitement aux centres hospitaliers ou cantines scolaires.

Lire :

Article 730 (nouveau) :

- Sous peine de saisie ou séquestre à leurs frais :

a) - des marchandises par eux mises en vente leur appartenant ou non ;

b) - des véhicules et instruments de travail par eux utilisés leur appartenant ou non,

sont tenus d'acquitter les droits par anticipation et de justifier de leur imposition à la patente dans les conditions fixées par l'article 722, à toute réquisition des agents de l'Administration et des officiers ou agents de police judiciaire, les contribuables ci-après désignés :

1° - Les entrepreneurs de transports ;

2° - Les personnes, négociants, industriels ou commis voyageurs visés au 2ème alinéa du paragraphe 16 de l'article 707 ci-dessus ;

3° - Les acheteurs pour l'exportation visés au paragraphe b) de l'article 729 ;

4° -

a) - Les personnes qui entreprennent au cours de l'année une profession sujette à patente ;

b) - Les patentés qui, dans le cours de l'année, entreprennent une profession comportant des droits plus élevés que ceux qui étaient afférents à la profession qu'ils exerçaient d'abord.

c) - Les contribuables soumis à un avis de mise en recouvrement qui exerçaient avant le premier janvier de l'année de l'émission de cet avis une activité sujette à patente ou qui, antérieurement à la même époque, avaient apporté dans leur profession des changements donnant lieu à augmentation de droits, lorsque, en l'espèce, la déclaration prévue à l'article 720 ci-dessus n'aura pas été régulièrement souscrite.

A cet effet, la patente due par les contribuables cités aux paragraphes 1, 3, 5 et 7 ci-dessus, doit être affichée de façon visible dans l'établissement qu'elle concerne.

Sous réserve de l'alinéa ci-après et des dispositions de l'article 724, le contribuable saisi qui sera en mesure de produire, par la suite, un titre régulier de patente le concernant personnellement, pourra obtenir restitution des instruments de travail et des marchandises saisis, les frais de garde étant mis, le cas échéant, à sa charge.

Le délai prévu au précédent alinéa ne s'applique pas aux denrées périssables et dont la conservation ne peut être assurée. Elles peuvent, en ce cas, être soit vendues par le Contrôleur des Impôts et Taxes ou le Sous-préfet (ou son représentant) immédiatement après la saisie, soit remises gratuitement aux centres hospitaliers ou cantines scolaires.

Article 14.- Pour compter du 1^{er} Janvier 2007, les dispositions de l'article 743 du Code Général des Impôts (CGI) sont modifiées comme suit :

Au lieu de :

Article 743 (ancien) :

- Le tarif des patentes est fixé d'après le tableau ci-après. Ce tarif peut être majoré d'un certain pourcentage fixé par délibération du Conseil Municipal approuvée par l'autorité de tutelle, dans la limite maximum fixée annuellement par l'Assemblée Nationale. Le montant ainsi obtenu est majoré de centimes additionnels perçus au profit de la Chambre de Commerce et la Caisse nationale de prévoyance sociale (CNPS) .Le taux des centimes additionnels est fixé comme suit :

- centimes chambre de commerce :	10%
- centimes CNPS	10%.

CLASSE DU TABLEAU A

NOMENCLATURE	CLASSE	OBSERVATIONS
Commerce (représentant de) voir représentant		
Commissaire d'avaries		
- employant + d'une	3	hy

personne		
- employant une personne	4	
- travaillant seul	5	
Commissaire priseur	6	
Commissionnaire en bois (voir bois)		
Commissionnaire en marchandises	5	
Commissionnaire en transports		
- transports mixtes (poids lourds et légers	3	
- transports poids lourds	4	
- transports poids légers	5	
Compagnie de navigation (voir navigation)		
Comptable		
- employant + de 3 personnes	2	
- employant 2 à 3 personnes	3	
- travaillant seul	5	
Concessionnaire d'entrepôt (voir entrepôt)		
Conseil ou ingénieur-conseil		
- employant une personne	4	
- travaillant seul	5	
- employant plus d'une personne	3	
Consignataire d'avion	5	
Cordonnier maroquinier (artisan)		
Courtier	5	
Couturière en chambre ou ayant un établissement de vente(v. tailleur)		
Course hippique (organisateur)	2	
Couvreur (voir artisan)		
Crédit immobilier (tenant un établissement)	3	
Dancing non titulaire d'une licence	9	
Décorateur	5	
Déménagement	7	
Dentiste	3	
Dépôt pharmaceutique	5	
Dessinateur (faisant des plans et des études de bâtiments	5	

hy n in

Détail (tenant un magasin de) voir commerçant au détail		
Diamant (exploitant une taillerie de)	2	
Discothèque (exploitant)	7	
Douanes (commissionnaire en)	5	
Eau (commissionnaire en ou exploitant de distribution d'eau)	2	
Electricité dépannage	8	
Ecailliste (voir artisan)		
Ecrivain public	9	
Editeur	3	
² Energie électrique (concessionnaire ou exploitant une usine pour la production d'énergie)	1	
Energie électrique (concessionnaire ou exploitant de distribution d'énergie)	1	
Entrepôts (concessionnaires d')	4	
Entrepôts et Docks (magasin général exploitant de)	4	
Entretien, maintenance (ap.électro)		
Epicerie (voir C.D)		
Esthéticienne(voir coiffeur dames)		
Etablissement financier (tenant un)	2	
Etudes (tenant un) voir architecte		
Exécution (agent d')	4	
Expert et agréé		
- employant plus d'une personne	4	
- employant une personne	5	
- travaillant seul	6	
Exportateur de viande	3	
Exportateur (5)	2	
Fabricant(exploitant une)voir atelier		
Fonds de commerce,		

Handwritten signature/initials

installations industrielles ou commerciales (loueurs de)	5	
Fournisseur (6)	1	
Garagiste et mécanicien garagiste	5	
Gardiennage	7	
Géomètre:		
- employant + de 4 personnes	4	
- employant 3 ou 4 pers.	5	
- employant moins de 3 personnes	6	
Gérant d'établissement industriel de l'Etat ou communes	1	
Glacier	5	
Guide de tourisme ou de chasse	6	
Horloger (voir artisan ou bij-horlog)		
Hôtel (exploitant un)		
- disposant de + de 10 pièces pour la location et titulaire d'une licence de 2° classe	6	
- ne disposant pas de + de 10 pièces mais titulaire d'une licence de 2° classe	4	
- ne disposant pas de + de 10 pièces mais titulaire d'une licence autre que celle de 2° classe	6	
- ne disposant pas de + de 10 pièces et non titulaire d'une licence	8	
Hôtel-Café (exploitant de) voir café-restaurant		
Hôtel-Café-Restaurant (exploitant)		

TARIF DU TABLEAU A

<u>Classe</u>	<u>Communes</u>	<u>Hors des Communes</u>
1	438.750	386.100
2	263.250	228.150
3	175.500	157.950
4	122.850	105.300
5	78.975	52.650
6	43.875	35.100
7	30.375	20.250

ph. Nov

8	14.175	8.100
9	6.075	3.035

1° - Les personnes qui, n'ayant pas de résidence au Tchad, s'y livrent à des opérations d'achats de produits destinés à l'exportation sont redevables d'une patente de "tenant une maison d'achat" (tableau A - 2° classe).

2° - Est considéré comme commerçant au détail, toute personne qui vend directement au consommateur. Dans ce cas, l'unité de vente est d'une façon générale celle qui répond à l'emballage minimum, par exemple :

- le kilo de sucre ;
- le pain de sucre ;
- le litre ou la dame-jeanne de vin, ou à l'unité ;
- un pagne ;
- une paire de chaussures ;
- un paquet de cigarettes, etc ...

3° - Est considéré comme commerçant en gros toute personne qui vend habituellement à d'autres commerçants, à des artisans ou à des exploitations forestières ou minières, ou à des entreprises de bâtiment, ou qui prend part à des adjudications ou souscrit des marchés avec des établissements ou services publics.

Les marchandises sont livrées dans leurs emballages d'origine ou reconditionnées (caisses, cartons, balles, etc ...) et la vente porte sur des quantités importantes des unités ainsi définies.

4° - Est considéré comme commerçant au petit détail celui qui procède habituellement à des ventes de marchandises de faible valeur par quantités unitaires inférieures à celles du commerçant au détail.

5° - En aucun cas, les exportations ou importations effectuées par une banque ou tout autre organisme agissant en tant que commissionnaire en marchandises ou transitaire, ne peuvent dispenser les clients du paiement de la patente d'exportateur ou d'importateur.

Sauf dispositions expresses contraires prévues au présent Code, les taxes variables afférentes à la profession d'importateur sont dues par tout contribuable introduisant dans le territoire des matières premières, produits ou marchandises de toute nature en provenance d'un Etat n'appartenant pas à l'UDEAC dans un but professionnel, exception faite en ce qui concerne le mobilier, le matériel et l'outillage exclusivement destinés à l'installation ou à l'équipement des établissements lui appartenant.

6° - Patente s'ajoutant au droit fixe afférent à la profession exercée et au lieu de la Direction de l'entreprise ou à défaut du principal établissement.

Les contribuables patentés en qualité de fournisseur sont redevables des taxes variables en fonction de la valeur de leurs importations.

7° - Sans objet.

ng Nord

8° - Imposable comme tel, celui dont le magasin comporte au moins deux spécialités pour la vente aux particuliers et est divisé en rayons, chaque rayon ayant un personnel distinct et renfermant un assortiment complet de sa spécialité.

9° - Le contribuable titulaire d'une licence est patenté en qualité d'exploitant un hôtel.

10° - La patente n'est valable que dans la commune ou la sous-préfecture où elle a été délivrée et dans la ou les sous-préfectures y attenantes.

11° - Pour le calcul des droits, chacune des bicyclettes ou voitures à bras utilisées par le trafiquant ambulant à pied ou l'un de ses porteurs est considéré comme un porteur.

12° - Le trafiquant ambulant visé aux 5°, 6° et 7° paragraphes est lui-même considéré comme porteur pour l'application d'une taxe par porteur.

13° - Les entrepreneurs utilisant des motocycles types «clandos», les loueurs de motocycles sont soumis à la patente au tableau A classe 5.
Les exploitants des vidéoclubs sont soumis à la patente au tableau A classe 4.

TARIF DU TABLEAU B

Nomenclature	Taxes déterminées			Taxes Variables	
	dans les communes	hors des communes	par employé	autres	Eléments
				Désignation	Montant
Armateur	66.000	55.650		par tonneau de jauge nette des bateaux et des barges	5.000
Atelier (exploitant un) utilisant la force motrice	38.955	33.390	300 jusqu'à 10 et 200 en sus		
Atelier (exploitant un) n'utilisant pas la force motrice	5.565	4.455			
Auto-école (tenant une)	30.000	20.000		par véhicule	5.000
Brasserie industrielle (exploitant une)	100.000	70.000		par hl produit l'année précédente	100
Briqueterie industrielle	60.000	40.000	200=>10 100 au delà	par cv de matériel	300
Briqueterie artisanale	30.000	20.000			
Carburant et lubrifiant (marchand de) + station avec pompe	35.000	20.000		par appareil distributeur	1.500

+ bouteille ou Dame Jeanne	4.500				
Carrière (exploitant une)	75.000	35.000		par cv du matériel habituellement utilisé	300
Coiffure dames(salon de)	38.955	33.390	6.000		
Coiffure hommes(salon)	27.825	24.485	5.000		
Commerçant en détail (2)	25.200	20.460	5000 jusqu'à 5, 8.000 en sus de 5		
Commerçant en gros (3)	37.800	34.020	7.000 jusqu'à 5, 14.000 en sus de 5		
Commerçant en demi-gros	28.350	25.510	idem		
Convoyeur	30.000	25.000	2.000		
Coopérative à but lucratif	25.685	24.805		400 jusqu'à 10 adhérents, 300 en sus de 10	
Forestier ou minier (exploitant)	50.085	44.520	300 jusqu'à 10, 200 en sus de 10	par cv du matériel habituellement utilisé	100
Nomenclature	Taxes déterminées			Taxes Variables	
	dans les communes	hors des communes	par employé	autres Eléments	
				Désignation	Montant
Garderie d'enfants (exploitant d'une) + de 3	25.200	20.260	250 jusqu'à 5, 300 en sus de 5		
Etablissement d'enseignement privé:					
1) primaire	23.400	23.400	1.500 F jusqu'à 3, 500 F au delà		
2) secondaire	35.100	35.100	id		
3) supérieur	52.650	52.650	id		
4) spécialisé	48.475	48.475	id		
Eau gazeuse (fabricant d')	100.000	75.000		par hl produit au cours de l'année précédente	

W 607 h4

Jeux (exploitant d'appareils de)	33.390	27.825		par appareil	5.000
Loueur d'appareils électro ménagers	21.000	21.000		par appareil ou par machine	1.000
Loueur de matériel de bureau	21.000	21.000		par appareil ou par machine	1.000
Loueur de main d'oeuvre	20.000	35.000		chiffre d'affaires annuel 5%	
Magasin libre service (tenant un)	112.000	75.000	5.000	chiffre d'affaires < à 100 millions = chiffre d'affaires > à 100 millions =	20.000 40.000
Magasin (tenant un grand) (8)	112.000	75.000	5.000	id	
Manèges ou jeux ambulants (exploitant un) patente annuellement établie par commune ou S/Préfecture	16.695	16.695		par jeu ou manège mécanique..... par jeu ou manège ne nécessitant pas la force motrice	2.000 500
Moulin mécanique (exploitant un)	15.000	10.000		par moulin	4.000
Pressing	15.000	20.000	1.000	par machine utilisée	2.000
Remorque (entrepreneur)	44.520	38.955	200 jusqu'à 10 100 en sus de 10	par cv du matériel utilisé	1.500
Restaurant traditionnel: 1) situé sur les grands axes 2) situé sur grands axes mais de moindre importance 3) autres	35.100 20.250 6.075				
Station service (tenant une)	35.000	20.000		par appareil distributeur de carburant	1.200

al/Gn h6

Nomenclature	Taxes déterminées			Taxes Variables	
	dans les communes	hors des communes	par employé	autres	Eléments
				Désignation	Montant
Tailleur tenant une boutique	21.000	11.000	1.000	par machine	1.000
Tailleur sans boutique	7.500	5.250		par machine	500
Taxi (non propriétaire)	21.000	21.000		par taxi	9.000
Teinturier (dégraisseur pressing)	16.695	11.130	2.000	par machine utilisée pour le nettoyage et le pressing	1.000
Transports fluviaux (entrepreneur de)	44.520	44.520		par tonne métrique ou fraction de tonnes des marchandises embarquées dans les ports du territoire	10
Transporteurs de marchandises par terre	37.500	37.500		Tonne de charge utile des camions, camionnettes ou remorques	2.500
Travaux (entrepreneur de)	70.000	60.000	1000F CFA jusqu'à 10 et 800 FCFA en sus de 10	par cv de matériel habituellement utilisé (véhicule, moteur, etc)	1.500
Trafiquant ambulant				par bateau, embarcation, ou pinasse	9.000
1) sur bateau, embarcation, pinasse vapeur ou à moteur.....	12.600 30.240 22.680	12.600 30.240 22.680			26.000
2) avec camion automobile	5.150 6.410	5.150 6.410		par camion ou remorque	8.000
3) avec voiture automobile	15.450	15.450			1.400
4) Pirogue.....				par voiture remorque ou pick-up	
5) à pieds ou				par animal porteur	

animaux.....				porteur	
6) vendant des objets de curiosité.....	18.900	18.900		id	
7) à pied ou avec des animaux porteurs autres que ceux vendants des objets de curiosité et exerçant dans un centre urbain.....					
✓ Véhicules à moteur (loueur de)	31.500	25.200		par véhicule destiné à la location	9.000

Lire :

Article 743 (nouveau) :

1°- Le tarif des patentes est fixé d'après le tableau ci-après. Ce tarif peut être majoré d'un certain pourcentage fixé par délibération du Conseil Municipal approuvée par l'autorité de tutelle, dans la limite maximum fixée annuellement par la Loi de Finances. Le montant du Droit Déterminé obtenu est majoré de centimes additionnels perçus au profit de la Chambre de Commerce et Consulaire (CCC), de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS), de la redevance audiovisuelle (RAV) et de l'ONASA.

Le droit déterminé de la patente :

Il se calcule sur le chiffre d'affaires de l'année n-2 au taux de 0,1% dans la limite d'une base plafonnée à deux milliards de FCFA hors taxes.

pour un chiffre d'affaires supérieur à 2 milliards, il sera fait un abattement de 9/10^{ème} de l'excédent. La base excédentaire de 1/10^{ème} est soumise au même taux de 0,1%.

pour une entreprise nouvelle, le droit déterminé est calculé d'après le chiffre d'affaires prévisionnel estimé par le contribuable par comparaison à des activités similaires ou celui réalisé au cours de douze premiers mois de l'activité.

TABLEAU DES TARIFS DES ELEMENTS DE LA PATENTE

<i>Désignation</i>	<i>Base</i>	<i>Tarif</i>
Droit déterminé	CA annuel hors taxes	0,1%
CCC	Droit déterminé	7%
CNPS	Droit déterminé	10%
RAV	Droit déterminé	3%
ONASA	Forfait	480 F
TVLP	VLP annuel	10%

2°- Pour tous les transporteurs assujettis à la patente, le montant de la dite patente comprend 4 éléments :

- un droit déterminé fixe ;
- un droit proportionnel au tonnage ou au nombre de sièges individuels à partir du 3^e siège inclus.
- des centimes additionnels (CNPS Chambre de Commerce, FIR), ;
- de la redevance audiovisuelle ;
- une TVLP

A/ transport des marchandises.

- Un droit déterminé fixe qui est de 37.500 F par véhicule distinct (tracteur , camion , remorque)
- Un droit variable qui est de 2.500 F par tonnage utile
- Des centimes additionnels (CNPS, CCC, respectivement au taux de 10% et 7% et une redevance audiovisuelle au taux de 3% du total des 2 premiers droits plus 480 FCFA pour l'ONASA)
- Une Taxe sur la Valeur des Locaux Professionnels (TVLP) au taux de 10% de la valeur locative professionnelle,

B /Transport des personnes

Un droit déterminé fixe de 27.500 F par véhicule distinct.

Un droit variable de 1.500 F par place assise.

Des centimes additionnels (CNPS, CCC), respectivement au taux de 10% et 7% et une redevance audiovisuelle au taux de 3% du total des 2 premiers droits plus 480 FCFA pour l'ONASA

- Une TVLP au taux de 10% de la valeur locative professionnelle,

3°- Pour les entreprises qui exercent une activité de transport annexe à leur activité principale, en plus du droit déterminé , il y a un droit proportionnel dû qui est calculé par tonnage ou par nombre de places assises à partir du 3^e siège inclus. *h4 N°1*

Le total de ces deux (2) droits constituent la base de prélèvement pour la CNPS, la CCC et de la redevance audiovisuelle respectivement au taux de 10%, 7% et 3%.

La liquidation se fait unité par unité (camion, tracteur, remorque) distinct à l'instar du procédé des assureurs.

La situation de l'IRPP/TS des employés, apprentis, chauffeurs de l'entreprise doit faire l'objet d'une déclaration sur bulletin des Versements spontanés afin que l'administration puisse éventuellement estimer leurs S.P (situation personnelle)

4°-Les débitants de boissons alcoolisées patentables acquittent une patente dont le montant est composé des éléments suivants :

- droit déterminé au taux de 0,1% sur le 5/10^{ème} du Chiffre d'affaires annuel.
- des taxes additionnelles (CNPS, CCC respectivement au taux de 10% et 7% et une redevance audiovisuelle au taux de 3% sur le montant de droit déterminé plus 480 F pour l'ONASA.
- une Taxe sur la Valeur des Locaux Professionnels prélevée au taux de 10% sur la Valeur des Locaux Professionnels.

5°-Pour un débitant de boisson qui exerce une activité annexe par exemple complémentaire à la principale, (transport) en plus du droit déterminé sur le chiffre d'affaires, il y a un droit proportionnel qui est calculé par tonnage des véhicules utilisés.

Tableau provisoire des activités soumises à la contribution des patentes

Abattoirs (exploitant un)
Achats (tenant une maison d')
Acheteur de produits du cru sans établissement fixe dans la commune ou S/Préfecture
Activité sportive (enseignant une)
Affaires (agent d')
Architecte
Artisan employant de 3 à 5
-...id.....id.....1 à 2 personnes
-...id.....travaillant seul.....
Assurances non mutuelle (Cie d') : - dont le montant annuel des primes est > à 3 millions.....
- dont le montant annuel est compris entre 500.000 et 3 millions
- dont le montant est < à 500.000...
Assurances (agent d')
Avocat
Avoué
Banque ou société financière de développement:
- établissement principal au Tchad
- établissement secondaire au Tchad
Bétail (éleveur pratiquant l'embouche)
Bétail (exportateur de): -> à 800/an
- de 400 à 800 têtes par an

Ver/ hi

- < à 400 têtes par an
Bétail (marchand de) transactions intérieures
Bétail (intermédiaire en)
Biens immobiliers (entrepreneur se livrant à l'achat, la revente, l'échange ou toute autre activité analogue)
Bijoutier (ne vendant que des objets fabriqués par lui) voir artisan
Bijoutier- Horloger vendant des objets non fabriqués par lui
Blanchisseur (voir artisan)
Bois (exportateur de)
Bois de chauffe (s'approvisionnant par véhicule ou pirogue)
Bois de chauffe (s'approvisionnant par animaux porteurs)
Bois de chauffe vendant au détail
Boucher : ayant boutique ou installation fixe dans un centre
Boucher : -ayant boutique ou installation fixe hors d'un centre -n'ayant ni boutique ni installation fixe et vendant exclusivement hors d'un centre -sans boutique ni installation fixe vendant dans un centre
Boulangier : - employant + de 3 personnes - employant de 1 à 2 personnes - travaillant seul
Boulangier- pâtissier
Bureau d'études (voir architecte)
Bureau de publicité directe et de distribution d'imprimés
Cabaretier (voir café ou restaurant)
Café (exploitant un) - titulaire d'une licence de 2° classe faisant dancing ou cinéma - titulaire d'une licence de 2° classe ne faisant ni dancing ni cinéma - titulaire d'une licence de 4° classe faisant dancing ou cinéma - titulaire d'une licence de 4° classe ne faisant ni dancing ni cinéma - titulaire d'une licence 6° classe - non titulaire d'une licence et vendant à domicile
Café-restaurant (voir café)
Carburant et lubrifiant (marchand) - station moderne
Carburant pour l'aviation sur: - aéroport escale long courrier - aéroport escale moyen courrier
Chapelier (voir artisan)
Charbon de bois au petit détail (marchand de)
Charcutier
Charpentier (voir artisan)
Chasse ou safari (entrepreneur de)
Cinématographe (exploitant un) - ayant un établissement fixe dans un centre - ayant un établissement hors d'un centre - sans établissement fixe
Clinique (exploitant de)
Coiffeur ambulant

N 6.1 1/4

Commerçant au petit détail (4)
Commerçant ambulant
Commerce (représentant de) voir représentant
Commissaire d'avaries
- employant + d'une personne
- employant une personne
- travaillant seul
Commissaire priseur
Commissionnaire en bois (voir bois)
Commissionnaire en marchandises
Commissionnaire en transports
- transports mixtes (poids lourds et légers
- transports poids lourds
- transports poids légers
Compagnie de navigation (voir navigation)
Comptable
- employant + de 3 personnes
- employant 2 à 3 personnes
- travaillant seul
Concessionnaire d'entrepôt (voir entrepôt)
Conseil ou ingénieur-conseil :
- employant une personne
- travaillant seul
- employant plus d'une personne
Consignataire d'avion
Cordonnier maroquinier (artisan)
Courtier
Couturière en chambre ou ayant un établissement de vente(v. tailleur)
Course hippique (organisateur)
Couvreur (voir artisan)
Crédit immobilier (tenant un établissement)
Dancing non titulaire d'une licence
Décorateur
Déménagement
Dentiste
Dépôt pharmaceutique
Dessinateur (faisant des plans et des études de bâtiments
Détail (tenant un magasin de) voir commerçant au détail
Diamant (exploitant une taillerie de)
Discothèque (exploitant)
Douanes (commissionnaire en)
Eau (commissionnaire en ou exploitant de distribution d'eau)
Electricité dépannage
Ecailliste (voir artisan)
Ecrivain public
Editeur

Energie électrique (concessionnaire ou exploitant une usine pour la production d')

Energie électrique (concessionnaire ou exploitant de distribution d')

h. N. N.

Entrepôts (concessionnaires d')
Entrepôts et Docks (magasin général exploitant de)
Entretien, maintenance (ap.électro)
Epicerie (voir C.D)
Esthéticienne(voir coiffeur dames)
Etablissement financier (tenant un)
Etudes (tenant un) voir architecte
Exécution (agent d')
Expert et agréeur
- employant plus d'une personne
- employant une personne
- travaillant seul
Exportateur de viande
Exportateur (5)
Fabricant(exploitant une)voir atelier
Fonds de commerce, installations industrielles ou commerciales (loueurs de)
Fournisseur (6)
Garagiste et mécanicien garagiste
Gardiennage
Géomètre:
- employant + de 4 personnes
- employant 3 ou 4 pers.
-employant moins de 3 personnes
Gérant d'établissement industriel de l'Etat ou communes
Glacier
Guide de tourisme ou de chasse
Horloger (voir artisan ou bij-horlog)
Hôtel (exploitant un)
- disposant de + de 10 pièces pour la location et titulaire d'une licence de 2° classe
- ne disposant pas de + de 10 pièces mais titulaire d'une licence de 2° classe
- ne disposant pas de + de 10 pièces mais titulaire d'une licence autre que celle de 2° classe
- ne disposant pas de + de 10 pièces et non titulaire d'une licence
Hôtel-Café (exploitant de) voir café-restaurant
Hôtel-Café-Restaurant (exploitant)
- titulaire d'une licence de 2° classe faisant dancing ou cinéma
-titulaire d'une licence de 2° classe ne faisant ni dancing ni cinéma
- titulaire d'une licence de 4° classe faisant dancing ou cinéma
Hôtel-Restaurant (exploitant un) voir café restaurant
Huissier
Importateur (5) (6)
Imprimerie (voir atelier utilisant la force motrice)
Installation industrielles ou commerciales (loueur de) voir fonds de commerce
Institut de beauté (voir coiffeur dames)
Ivoirier (voir artisan)
Jeux (exploitant de salle de)
Libraire
Logeur de pèlerins
- pouvant loger plus de 200 pers.
- pouvant loger entre 100 et 200 personnes. <i>h6</i>

- pouvant loger moins de 100 pers
Loueur et vendeur de cassette vidéo
Loueur de pirogue
- possédant plus d'une pirogue
- ne possédant qu'une pirogue
Loueur de bicyclettes ou vélomoteurs
Maçon (voir artisan)
Magasin général (voir entrepôt)
Manoeuvre (voir coiffeur dames)
Manufacture (voir atelier)
Manutention fluviale (voir acconage)
Marchandisé(commissionnaire en)
Maroquinerie (voir cordonnier)
Masseur (voir coiffeur dames)
Matelassier (voir com.détail)
Médecin, chirurgien
Meublé (loueur en) (9)
Meubles (loueur de)
Navigation aérienne (compagnie)
-établissement principal au Tchad
-établissement secondaire Tchad
Opticien
Orfèvre (voir artisan).
Papeterie
Parking ou garage pour bateau (tenant un)
Pâtissier
- employant plus de 2 personnes
- employant 1 ou 2 personnes
- travaillant seul
Peintre en bâtiment (voir artisan)
Pédicure (voir coiffeur dames)
Pharmacien
Photographe
- ayant un établissement fixe
- sans établissement fixe
Plombier (voir artisan)
Pompes funèbres (entrepreneur)
Produits du cru (voir acheteur ou vendeur)
Prospection (entrepreneur de)
Représentant de commerce
Restaurant (exploitant un)
-titulaire d'une licence de 2° classe
-titulaire d'une licence de 4° classe
-titulaire d'une licence de 5° classe
-non titulaire d'une licence
Salle de gymnastique, de danse
Soins (tenant un établissement de)
Syndic de faillite
Tanneur (voir artisan)
Taxi (chauffeur propriétaire et qui conduit lui même)

h4 N65

Télécommunication (exploitant un réseau)
Traiteur
Transitaire
Vendeur de produits du cru sans établissement fixe
Vétérinaire
Voyage (agence de)
Vidéo club (exploitant de)
Armateur
Atelier (exploitant un) utilisant la force motrice
Atelier (exploitant un) n'utilisant pas la force motrice
Auto-école (tenant une)
Brasserie industrielle (exploitant une)
Briqueterie industrielle
Briqueterie artisanale
Carburant et lubrifiant (marchand de)
+ station avec pompe
+ bouteille ou Dame Jeanne
Carrière (exploitant une)
Coiffure dames(salon de)
Coiffure hommes(salon)
Commerçant en détail (2)
Commerçant en gros (3)
Commerçant en demi-gros
Convoyeur
Coopérative à but lucratif
Forestier ou minier (exploitant)
Garderie d'enfants (exploitant d'une) + de 3
Etablissement d'enseignement privé:
1) primaire
2) secondaire
3) supérieur
4) spécialisé
Eau gazeuse (fabricant d')
Jeux (exploitant d'appareils de)
Loueur d'appareils électro
Ménagers
Loueur de matériel de bureau
Loueur de main d'œuvre
Magasin libre service (tenant un)
Magasin (tenant un grand) (8)
Manèges ou jeux ambulants (exploitant un) patente annuellement établie par commune ou S/Préfecture
Moulin mécanique (exploitant un)
Pressing
Remorque (entrepreneur)
Restaurant traditionnel:
1) situé sur les grands axes
2) situé sur grands axes mais de moindre importance
3) autres
Station service (tenant une)

Tailleur tenant une boutique
Tailleur sans boutique
Taxi (non propriétaire)....
Teinturier (dégraisseur pressing)
Transports fluviaux (entrepreneur de)
Transporteurs de marchandises par terre
Travaux (entrepreneur de)
Trafiquant ambulant
1) sur bateau, embarcation, pinasse vapeur ou à moteur.....
2) avec camion automobile
3) avec voiture automobile
4) Pirogue.....
5) à pieds ou animaux.....
6) vendant des objets de curiosité.....
7) à pied ou avec des animaux porteurs autres que ceux vendant des objets de curiosité et exerçant dans un centre urbain.....
Véhicules à moteur (loueur de)
Cyber-café
Communicateur (éditeur)
Gardiennage

6° - Les personnes qui, n'ayant pas de résidence au Tchad, s'y livrent à des opérations d'achats de produits destinés à l'exportation sont redevables d'une patente de "tenant une maison d'achat" affilié au régime du réel.

7° - Est considéré comme commerçant au détail, toute personne qui vend directement au consommateur. Dans ce cas, l'unité de vente est d'une façon générale celle qui répond à l'emballage minimum, par exemple :

- le kilo de sucre ;
- le pain de sucre ;
- le litre ou la dame-jeanne de vin,

ou à l'unité :

- un pagne ;
- une paire de chaussures ;
- un paquet de cigarettes, etc ...

8° - Est considéré comme commerçant en gros toute personne qui vend habituellement à d'autres commerçants, à des artisans ou à des exploitations forestières ou minières, ou à des entreprises de bâtiment, ou qui prend part à des adjudications ou souscrit des marchés avec des établissements ou services publics.

Les marchandises sont livrées dans leurs emballages d'origine ou reconditionnées (caisses, cartons, balles, etc ...) et la vente porte sur des quantités importantes des unités ainsi définies.

9° - Est considéré comme commerçant au petit détail celui qui procède habituellement à des ventes de marchandises de faible valeur par quantités unitaires inférieures à celles du commerçant au détail.

10° - En aucun cas, les exportations ou importations effectuées par une banque ou tout autre organisme agissant en tant que commissionnaire en marchandises ou

transitaire, ne peuvent dispenser les clients du paiement de la patente d'exportateur ou d'importateur.

11° - Patente s'ajoutant au droit fixe afférent à la profession exercée et au lieu de la Direction de l'entreprise ou à défaut du principal établissement.

12° - Sans objet.

13° - Imposable comme tel, celui dont le magasin comporte au moins deux spécialités pour la vente aux particuliers et est divisé en rayons, chaque rayon ayant un personnel distinct et renfermant un assortiment complet de sa spécialité.

14° - Le contribuable titulaire d'une licence est patenté en qualité d'exploitant un hôtel.

15° - La patente n'est valable que dans la commune ou la sous-préfecture où elle a été délivrée et dans la ou les sous-préfectures y attenantes.

Article 15.- Pour compter du 1^{er} Janvier 2007, les dispositions de l'article 743 bis du Code Général des Impôts (CGI) sont abrogées.

Article 16.- Pour compter du 1^{er} Janvier 2007, les dispositions de l'article 766 du Code Général des Impôts (CGI) sont modifiées comme suit:

Au lieu de :

Article 766(ancien) :

La taxe est calculée sur la valeur locative des locaux énumérés à l'article 764 ci-dessus sous déduction d'un abattement de 50% en considération des frais d'entretien et de réparation. Cet abattement est exclusivement réservé aux entreprises propriétaires de leurs locaux. Cette valeur locative est évaluée chaque année par les services des impôts et taxes ; elle est déterminée soit au moyen des baux authentiques ou de déclarations de locations verbales, soit par des comparaisons avec d'autres locaux dont le loyer aura été régulièrement constaté ou sera notoirement connu, soit à défaut de ces bases par voie d'appréciation directe.

Lire :

Article 766 (nouveau) :

La taxe est calculée sur la valeur locative des locaux énumérés à l'article 764 ci-dessus sous déduction d'un abattement de 50% en considération des frais d'entretien et de réparation. Cet abattement est exclusivement réservé aux entreprises propriétaires de leurs locaux. Cette valeur locative est évaluée chaque année par les services des impôts et taxes ; elle est déterminée soit au moyen des baux authentiques ou de déclarations de locations verbales, soit par des comparaisons avec d'autres locaux dont le loyer aura été régulièrement constaté ou sera notoirement connu, soit à défaut de ces bases par voie d'appréciation directe. *h4*

De même en vue de stimuler l'investissement dans l'immobilier professionnel, les entreprises dont le montant de la valeur des locaux professionnels est supérieur à 1 milliard bénéficient d'un abattement de 9/10^{ème} sur la totalité de l'excédent de ladite valeur inscrite au bilan de l'entreprise patentable

Article 17.- Pour compter du 1^{er} Janvier 2007, les dispositions de l'article 768 du Code Général des Impôts (CGI) sont modifiées comme suit:

Au lieu de :

Article 768 (ancien) :

- Le taux de la taxe, qui ne peut excéder 15 % de la valeur locative des locaux imposables, est fixé chaque année par délibération du Comité de Gestion pour la Commune de N'Djaména, dûment approuvée par l'autorité de tutelle. Si aucune délibération n'a été prise avant le premier janvier de l'année de l'imposition, le taux précédemment adopté est maintenu en vigueur.

Lire :

Article 768(nouveau) :

- Le taux de la taxe, qui ne peut excéder 10 % de la valeur locative des locaux imposables, est fixé chaque année par délibération du Comité de Gestion des Communes, dûment approuvée par l'autorité de tutelle. Si aucune délibération n'a été prise avant le premier janvier de l'année de l'imposition, le taux précédemment adopté est maintenu en vigueur.

Au cas où le montant de la TVLP calculé est inférieur au 1/3 du droit déterminé de la patente, alors l'administration considère et retient ce tiers en lieu et place de la TVLP.

Article 18.- Pour compter du 1^{er} Janvier 2007, les dispositions de l'article 846 Bis du Code Général des Impôts (CGI) sont modifiées comme suit:

Au lieu de :

Article 797 (ancien) :

- Les agents des impôts assermentés ont le pouvoir d'assurer le contrôle et l'assiette de l'ensemble des impôts et taxes qu'ils vérifient.

Les vérifications sur place des comptabilités ne peuvent être effectuées que par un agent ayant au moins le grade d'inspecteur.

Toutefois ils peuvent être assistés par un agent ayant au moins le grade de contrôleur

Lire :

Article 797 (nouveau) *hy non*

- Les agents des impôts assermentés ont le pouvoir d'assurer le contrôle et l'assiette de l'ensemble des impôts et taxes qu'ils vérifient.

Les vérifications sur place des comptabilités ne peuvent être effectuées que par un agent ayant au moins le grade d'inspecteur.

Toutefois ils peuvent être assistés par un agent ayant au moins le grade de contrôleur.

Les notifications de redressement, les confirmations de redressement et les lettres de transmission ne peuvent être signés que par un agent assermenté ayant au moins le grade d'inspecteur.

Article 19.- Pour compter du 1^{er} Janvier 2007, les dispositions de l'article 846 Bis du Code Général des Impôts (CGI) sont modifiées comme suit:

Au lieu de :

846 Bis (ancien) :

Les personnes physiques et morales n'ayant pas de résidence fiscale au Tchad et exécutant des marchés de service, de travaux (bureau ou consultants individuels, contractants pétroliers, entreprises diverses,.....) Financés de l'extérieur ou oeuvrant pour le compte des projets pétroliers sont soumises à une retenue à la source libératoire de 12,5% du montant net du contrat déduction faite des investissements qui seront rétrocédés au maître d'ouvrage et des frais de mobilisation et de démobilisation du matériel et de l'équipage à condition qu'ils correspondent à un transfert réel vers ou hors du Tchad, qu'ils soient raisonnables et qu'ils soient facturés à part.

Le maître d'ouvrage aura la responsabilité de s'assurer de la bonne finalité du versement du prélèvement libératoire.

Pour l'application de l'alinéa précédent, les personnes physiques présentes sur le territoire national pendant moins de (six) 6 mois pour une même année civile, ainsi que les personnes morales n'ayant pas d'établissement stable au Tchad sont considérées comme n'ayant pas leur résidence fiscale au Tchad et sont soumises à la retenue à la source ci-dessus prévue. Cette retenue à la source couvre les impôts et taxes prévues à l'article 136 ter à l'exception de la T VA ou à ce qui viendrait à s'y substituer. Les versements sont effectués et régularisés dans les conditions prévues aux articles 838 à 840 du présent Code.

Lire :

846 Bis (nouveau) :

Les personnes physiques et morales n'ayant pas de résidence fiscale au Tchad et exécutant des marchés de service (bureau ou consultants individuels, contractants pétroliers, entreprises diverses,.....) financés de l'extérieur ou oeuvrant pour le compte des projets pétroliers sont soumises à une retenue à la source libératoire de 12,5% du montant net du contrat, déduction faite des investissements qui seront rétrocédés au maître d'ouvrage et des frais de mobilisation et de démobilisation du

matériel et de l'équipage à condition qu'ils correspondent à un transfert réel vers ou hors du Tchad, qu'ils soient raisonnables et qu'ils soient facturés à part.

Le maître d'ouvrage aura la responsabilité de s'assurer de la bonne finalité du versement du prélèvement libératoire.

Pour l'application de l'alinéa précédent, les personnes physiques présentes sur le territoire national pendant moins de (six) 6 mois pour une même année civile, ainsi que les personnes morales n'ayant pas d'établissement stable au Tchad sont considérées comme n'ayant pas leur résidence fiscale au Tchad et sont soumises à la retenue à la source ci-dessus prévue. Cette retenue à la source couvre les impôts et taxes prévues à l'article 136 ter à l'exception de la T VA ou à ce qui viendrait à s'y substituer. Les versements sont effectués et régularisés dans les conditions prévues aux articles 838 à 840 du présent Code.

Article 20.- Pour compter du 1^{er} Janvier 2007, les dispositions de l'article 887 du Code Général des Impôts (CGI) sont modifiées comme suit:

Au lieu de :

Article 887(ancien) :

- Le montant des cotisations dues au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ou de l'impôt sur les sociétés est majoré de 25 % pour les contribuables taxés d'office, en application des dispositions des articles 28, 32, 48, 93, 94, 107, 108, 135 et 721 bis du présent Code.

Lire :

Article 887(nouveau) :

- Le montant des cotisations dues au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ou de l'impôt sur les sociétés est majoré de 25 % pour les contribuables taxés d'office, en application des dispositions des articles 28, 32, 48, 93, 94, 107, 108, 135 et 721 bis du présent Code.

Pour tout patentable indélicat faisant l'objet d'une taxation d'office, le chiffre d'affaires sera estimé comme égal à dix fois la valeur du stock constaté et évalué au prix de vente.

Article 21.- Pour compter du 1^{er} Janvier 2007, les dispositions de l'article 106.3^{ème} du Code Général des Impôts (CGI) sont modifiées comme suit:

Au lieu de :

Article 106. 3^{ème} (ancien) :

- L'impôt sur le revenu des personnes physiques dû par les bénéficiaires des revenus visés aux articles 14 à 34 du Code Général des Impôts est perçu par voie de retenue à la source dans les conditions fixées aux articles 847 et suivants du Code.

- Le taux de la retenue à la source de l'impôt sur le revenu des personnes physiques sur les achats ou ventes en gros effectués par des personnes physiques auprès de...

grossistes ou demi-grossistes est de 4 % pour compter du premier janvier 1992.

- Ce précompte est étendu aux importations faites par les personnes physiques sur la valeur en douane. L'enlèvement des marchandises est subordonné au règlement du précompte auprès de la Régie des Recettes.

- Les sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés et les entreprises individuelles assujetties aux bénéfices industriels et commerciaux selon le régime du réel peuvent obtenir pour chaque enlèvement et après examen de leur situation fiscale une attestation d'exemption de cette retenue. Cette attestation leur sera délivrée par la Direction des Impôts et Taxes.

Le précompte 4% peut être suspendu, pour une période de trois (3) mois, pour les sociétés anonymes (SA) à l'exclusion des sociétés anonymes unipersonnelles. Pour bénéficier de ces dispositions, l'entreprise doit être totalement à jour de ses obligations tant déclaratives que de paiement dans les délais légaux de tous ses impôts et taxes.

Seule la Direction Générale des impôts est habilitée à accorder cette suspension qui fera l'objet d'une attestation. Cette suspension s'applique au niveau de chaque régie financière sur présentation de ladite attestation.

Nonobstant les dispositions de l'alinéa précédent, les entreprises nouvelles ne peuvent bénéficier de cette suspension qu'après trois mois d'exercice.

L'existence d'un éventuel contentieux entre l'administration et l'entreprise ne remet pas en cause ce droit.

Si, au cours de la période de suspension, une seule des obligations visées ci-dessus n'est pas respectée, la suspension sera automatiquement supprimée. La suppression est reconduite à la fin de chaque période de trois (3) mois si les conditions sont toujours remplies.

Pour les sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés et pour lesquelles la somme des acomptes provisionnels et du précompte payés l'année précédente au titre de l'exercice, est supérieure à la cotisation due, l'excédent sera imputé sur les acomptes provisionnels au titre de l'exercice en cours et suivants.

Lire :

Article 106.3^{ème} (nouveau) :

- L'impôt sur le revenu des personnes physiques dû par les bénéficiaires des revenus visés aux articles 14 à 34 du Code Général des Impôts est perçu par voie de retenue à la source dans les conditions fixées aux articles 847 et suivants du Code.

- Le taux de la retenue à la source de l'impôt sur le revenu des personnes physiques sur les achats ou ventes en gros effectués par des personnes physiques auprès des grossistes ou demi-grossistes est de 4 % pour compter du premier janvier 1992.

- Ce précompte est étendu aux importations faites par les personnes physiques sur la valeur en douane. L'enlèvement des marchandises est subordonné au règlement

du précompte auprès de la Régie des Recettes.

- Les sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés et les entreprises individuelles assujetties aux bénéfices industriels et commerciaux selon le régime du réel peuvent obtenir pour chaque enlèvement et après examen de leur situation fiscale une attestation d'exemption de cette retenue. Cette attestation leur sera délivrée par la Direction des Impôts et Taxes.

Le précompte 4% peut être suspendu, pour une période de trois (3) mois, pour les sociétés anonymes (SA) à l'exclusion des sociétés anonymes unipersonnelles et des sociétés de transit.

Pour bénéficier de ces dispositions, l'entreprise doit être totalement à jour de ses obligations tant déclaratives que de paiement dans les délais légaux de tous ses impôts et taxes. Elle doit pouvoir réaliser au moins un chiffre d'affaires supérieur à 200 000 000 FCFA et avoir au moins dix (10) employés.

Seule la Direction Générale des impôts est habilitée à accorder cette suspension qui fera l'objet d'une attestation. Cette suspension s'applique au niveau de chaque régie financière sur présentation de ladite attestation.

Nonobstant les dispositions de l'alinéa précédent, les entreprises nouvelles ne peuvent bénéficier de cette suspension qu'après trois mois d'exercice.

L'existence d'un éventuel contentieux entre l'administration et l'entreprise ne remet pas en cause ce droit.

Si, au cours de la période de suspension, une seule des obligations visées ci-dessus n'est pas respectée, la suspension sera automatiquement supprimée. La suppression est reconduite à la fin de chaque période de trois (3) mois si les conditions sont toujours remplies.

Pour les sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés et pour lesquelles la somme des acomptes provisionnels et du précompte payés l'année précédente au titre de l'exercice, est supérieure à la cotisation due, l'excédent sera imputé sur les acomptes provisionnels au titre de l'exercice en cours et suivants.

Article 22.- Pour compter du 1^{er} Janvier 2007, les dispositions de l'article 3.5 de la loi n°024/PR/99 sont complétées comme suit

Au lieu de :

Article 3.5 (ancien) :

Sont exonérés de la taxe sur la valeur Ajoutée :

- 1) Les ventes effectuées directement aux consommateurs par les agriculteurs, les éleveurs ou les pêcheurs de produits non transformés de leur culture de leur élevage ou de leur pêche ;
- 2) Les opérations suivantes, dès lors qu'elles sont soumises à des taxations spécifiques exclusives de toute taxation sur le chiffre d'affaires : *hy N&N*

- Les opérations liées aux contrats d'assurance et de réassurance réalisées par les compagnies d'assurance et de réassurance dans le cadre normal de leur activité, ainsi que les prestations de services afférentes à ces opérations effectuées par les courtiers et les autres intermédiaires d'assurances ;
- Les opérations ayant pour objet la transmission de biens immobiliers et de biens meubles incorporels passibles des droits d'enregistrement, à l'exclusion des opérations de même nature effectuées par les marchands de biens ou celles de crédit - bail ;

- 3) Les opérations portant sur les timbres postaux, les timbres fiscaux et papiers timbrés émis par l'Etat et les collectivités locales ;
- 4) Les opérations d'importation et de vente de journaux et périodiques à l'exclusion des recettes de publicité ;
- 5) Les services ou opérations à caractère social, sanitaire, éducatif, sportif, culturel, philanthropique ou religieux rendus par les organismes sans but lucratif dont la gestion est bénévole et désintéressée, et lorsque ces opérations se rattachent directement à la défense collective des intérêts moraux ou matériels de leurs membres. Toutefois, les opérations réalisées par ces organismes sont taxables lorsqu'elles se situent dans un secteur concurrentiel ;
- 6) Les sommes versées à la banque centrale chargée du privilège de l'émission, ainsi que les produits des opérations de cette banque génératrice de l'émission des billets ;
- 7) Les opérations relatives aux locations de terrains non aménagés et des locaux nus ;
- 8) Les prestations relevant de l'exercice légal des professions médicales ou paramédicales à l'exception des frais d'hébergement et restauration ;
- 9) Les établissements d'enseignement exerçant dans le cadre d'un agrément délivré par le Ministère de l'Education Nationale et pratiquant un prix homologué ;
- 10) Les importations des biens exonérés dans le cadre de l'article 241 du Code des Douanes de l'UDEAC, complété par l'Acte 2/92 UDEAC 556 CE - SE1 et les textes modificatifs subséquents précisés, en ce qui concerne les matériels de recherches pétrolière et minière, par l'alinéa 17 ;
- 11) Les ventes réalisées par les peintres, sculpteurs, graveurs, vanniers, lorsqu'elles ne concernent que les produits de leur art, et à condition que le montant du chiffre d'affaires annuel n'excède pas 20 millions de Francs CFA ;
- 12) L'avitaillement des aéronefs à destination de l'étranger ;
- 13) Les ventes, cessions ou prestations réalisées par l'Etat, les collectivités territoriales et les Etablissements Publics n'ayant pas un caractère industriel ou commercial ; *hly Non*

14) Les produits de 1^{ère} nécessité qui sont exonérés de la TCA par l'article 5 de la loi n° 003/PR/99 portant Budget de l'Etat de 1999 demeurent exonérés de la TVA et complétés conformément à la liste de la CEMAC :

N° du tarif	Désignation tarifaire
2937.91.00	Insuline et ses sels
2930.21.00	Quinine et ses sels
29.41	Antibiotiques
3007.00.90	Cire pour art dentaire
3701.10.00	Plaques et films pour rayons X
3702.10.00	Pellicules pour rayons X
40.14	Articles d'hygiène et de pharmacie en caoutchouc
4015.11.00	Gants pour la chirurgie
7015.10.00	Verrerie des lunettes
8419.20.00	Stérilisateur médicochirurgicaux de laboratoires
87.13	Fauteuils roulants et autres véhicules pour invalides
8714.20.00	Parties de fauteuils roulants et autres véhicules pour invalides
90.004.90.00	Lunettes correctrices
9018.11 à 9022.90	Appareils médicaux
9402.1011	Fauteuils de dentistes
9402.10.19	Autres mobiliers pour la médecine et la chirurgie
02	Viandes et volailles
04.01	Lait et crème de lait, non concentrés additionnés de sucre ou d'autres édulcorants
04.02	Lait et crème de lait, concentrés ou additionnés de sucre
05	Pain
1901.10.11	Préparation pour l'alimentation des enfants
4901.10.10	Livres et brochures scolaires en feuillets isolés, même pliés.
4902	Journaux et publications périodiques, imprimés même illustrés ou contenant de la publicité.
49.03.00	Albums ou livres d'images et album à dessiner ou à colorer pour enfants.

15) Les équipements et biens spécifiquement et uniquement destinés à la recherche pétrolière et minière, faisant l'objet d'un arrêté du Ministre des Finances ;

16) Les intérêts rémunérant les emprunts extérieurs ;

17)- Les intérêts rémunérant les dépôts auprès des établissements de crédits ou des établissements financiers par des non professionnels ;

18) les examens, consultations, soins, hospitalisations, travaux d'analyse de biologie médicale et les fournitures de prothèses effectuées par des formations sanitaires ;

19) Les intrants des produits de l'élevage et de la pêche utilisés par les producteurs ;

20) Les locations d'immeubles nus à usage d'habitation ;

21) Les petits matériels de pêches, les engins et matériels agricoles ;

22) les matériels, équipements et services nécessaires à la production et à l'exportation du coton fibre ;

Un arrêté du ministre des finances fixera les modalités pratiques d'application de cette disposition.

Lire :

Article 3.5 (nouveau) :

Sont exonérés de la taxe sur la valeur Ajoutée :

1) Les ventes effectuées directement aux consommateurs par les agriculteurs, les éleveurs ou les pêcheurs de produits non transformés de leur culture de leur élevage ou de leur pêche ;

2) Les opérations suivantes, dès lors qu'elles sont soumises à des taxations spécifiques exclusives de toute taxation sur le chiffre d'affaires :

- Les opérations liées aux contrats d'assurance et de réassurance réalisées par les compagnies d'assurance et de réassurance dans le cadre normal de leur activité, ainsi que les prestations de services afférentes à ces opérations effectuées par les courtiers et les autres intermédiaires d'assurances ;

- Les opérations ayant pour objet la transmission de biens immobiliers et de biens meubles incorporels passibles des droits d'enregistrement, à l'exclusion des opérations de même nature effectuées par les marchands de biens ou celles de crédit - bail ;

3) Les opérations portant sur les timbres postaux, les timbres fiscaux et papiers timbrés émis par l'Etat et les collectivités locales ;

4) Les opérations d'importation et de vente de journaux et périodiques à l'exclusion des recettes de publicité ;

5) Les services ou opérations à caractère social, sanitaire, éducatif, sportif, culturel, philanthropique ou religieux rendus par les organismes sans but lucratif dont la gestion est bénévole et désintéressée, et lorsque ces opérations se rattachent directement à la défense collective des intérêts moraux ou matériels de leurs membres. Toutefois, les opérations réalisées par ces organismes sont taxables lorsqu'elles se situent dans un secteur concurrentiel ;

6) Les sommes versées à la banque centrale chargée du privilège de l'émission, ainsi que les produits des opérations de cette banque génératrice de l'émission des billets ;

7) Les opérations relatives aux locations de terrains non aménagés et des locaux nus ;

8) Les prestations relevant de l'exercice légal des professions médicales ou paramédicales à l'exception des frais d'hébergement et restauration ;

9) Les établissements d'enseignement exerçant dans le cadre d'un agrément délivré par le Ministère de l'Education Nationale et pratiquant un prix homologué ; *ht*

- 10) Les importations des biens exonérés dans le cadre de l'article 241 du Code des Douanes de l'UDEAC, complété par l'Acte 2/92 UDEAC 556 CE - SE1 et les textes modificatifs subséquents précisés, en ce qui concerne les matériels de recherches pétrolière et minière, par l'alinéa 17 ;
- 11) Les ventes réalisées par les peintres, sculpteurs, graveurs, vanniers, lorsqu'elles ne concernent que les produits de leur art, et à condition que le montant du chiffre d'affaires annuel n'excède pas 20 millions de Francs CFA ;
- 12) L'avitaillement des aéronefs à destination de l'étranger ;
- 13) Les ventes, cessions ou prestations réalisées par l'Etat, les collectivités territoriales et les Etablissements Publics n'ayant pas un caractère industriel ou commercial ;
- 14) Les produits de 1^{ère} nécessité qui sont exonérés de la TCA par l'article 5 de la loi n° 003/PR/99 portant Budget de l'Etat de 1999 demeurent exonérés de la TVA et complétés conformément à la liste de la CEMAC :

N° du tarif	Désignation tarifaire
2937.91.00	Insuline et ses sels
2930.21.00	Quinine et ses sels
29.41	Antibiotiques
3007.00.90	Cire pour art dentaire
3701.10.00	Plaques et films pour rayons X
3702.10.00	Pellicules pour rayons X
40.14	Articles d'hygiène et de pharmacie en caoutchouc
4015.11.00	Gants pour la chirurgie
7015.10.00	Verrerie des lunettes
8419.20.00	Stérilisateurs médicochirurgicaux de laboratoires
87.13	Fauteuils roulants et autres véhicules pour invalides
8714.20.00	Parties de fauteuils roulants et autres véhicules pour invalides
90.004.90.00	Lunettes correctrices
9018.11 à 9022.90	Appareils médicaux
9402.1011	Fauteuils de dentistes
9402.10.19	Autres mobiliers pour la médecine et la chirurgie
02	Viandes et volailles
04.01	Lait et crème de lait, non concentrés additionnés de sucre ou d'autres édulcorants
04.02	Lait et crème de lait, concentrés ou additionnés de sucre
05	Pain
1901.10.11	Préparation pour l'alimentation des enfants

Nbw hy

4901.91.00	Livres scolaires brochures et imprimés similaires
4902	Journaux et publications périodiques, imprimés même illustrés ou contenant de la publicité.
49.03.00	Albums ou livres d'images et album à dessiner ou à colorer pour enfants.

15) Les équipements et biens spécifiquement et uniquement destinés à la recherche pétrolière et minière, faisant l'objet d'un arrêté du Ministre des Finances ;

15 bis) L'eau potable et l'électricité produite par la STEE ou toute autre société qui viendrait à s'y substituer.

16) Les intérêts rémunérant les emprunts extérieurs

17)- Les intérêts rémunérant les dépôts auprès des établissements de crédits ou des établissements financiers par des non professionnels ;

18) les examens, consultations, soins, hospitalisations, travaux d'analyse de biologie médicale et les fournitures de prothèses effectuées par des formations sanitaires;

19) Les intrants des produits de l'élevage et de la pêche utilisés par les producteurs ;

20) Les locations d'immeubles nus à usage d'habitation

21) Les petits matériels de pêches, les engins et matériels agricoles.

22) les matériels, équipements et services nécessaires à la production et à l'exportation du coton fibre.

23) les matériels, équipements et services nécessaires à la production et à la distribution de l'eau et de l'électricité.

Un arrêté du ministre des finances fixera les modalités pratiques d'application de cette disposition.

Article 23.- Pour compter du 1^{er} Janvier 2007, les dispositions de l'article 3.38 de la loi n°024/PR/99 sont modifiées comme suit:

Au lieu de :

Article 3 . 38 (ancien) :

En cas de violation des dispositions des articles ci - dessus, les sanctions suivantes sont applicables :

1) une amende de 500.000 FCFA sanctionne le défaut de la déclaration d'existence, de cession, de cessation ou du décès ;

2) Une amende de 200.000 FCFA en cas de défaut de production de la déclaration ;

3) Une amende de 100.000 FCFA en cas de défaut de production de la déclaration ;

4) un intérêt de retard de 5% par mois ou fraction de mois sanctionne les paiements hors délai avec un maximum de 50%. Cet intérêt est perçu cumulativement avec l'amende pour défaut de production de la déclaration ;

5) en cas d'insuffisance de déclaration ou de déclaration inexacte, il est fait application des pénalités prévues à l'alinéa ci-dessus.

Lire :

Article 3. 38 (nouveau) :

En cas de violation des dispositions des articles ci-dessus, les sanctions suivantes sont applicables :

- 1) Une amende de 500.000 FCFA sanctionne le défaut de la déclaration d'existence, de cession, de cessation ou du décès ;
- 2) Une amende de 200.000 FCFA par mois en cas de défaut de production de la déclaration pour le régime du réel et 500 000 FCFA par trimestre pour le régime simplifié;
- 3) Un intérêt de retard de 5% par mois ou fraction de mois sanctionne les paiements hors délai avec un maximum de 50%. Cet intérêt est perçu cumulativement avec l'amende pour défaut de production de la déclaration;
- 4) En cas d'insuffisance de déclaration ou de déclaration inexacte, il est fait application des pénalités prévues à l'alinéa ci-dessus.

Article 24.- Pour compter du 1^{er} Janvier 2007, les dispositions de l'article 3.16 de la loi n°024/PR/99 sont modifiées comme suit:

Au lieu de :

3.16 (ancien) :

Est exclue du droit à déduction la taxe ayant grevé :

- les dépenses de logement, hébergement, restauration, réception, spectacles, location de véhicules et transport des personnes ;
- les importations des biens et marchandises réexpédiées en l'état ;
- les services se rattachant à des biens exclus du droit à déduction ;
- les produits pétroliers, à l'exception des carburants achetés pour la revente par des importateurs ou grossistes ou achetés pour la production d'électricité devant être revendue ;
- les biens cédés sans rémunération ou moyennant une rémunération très inférieure à leur prix normal, notamment à titre de commission, salaire, gratification, cadeau quelle qu'en soit la qualité du bénéficiaire ou la forme de la distribution.

Lire :

3.16 (nouveau) :

Est exclue du droit à déduction la taxe ayant grevé :

- les dépenses de logement, hébergement, restauration, réception, spectacles, location de véhicules et transport des personnes ;
- les importations des biens et marchandises réexpédiées en l'état ;
- les services se rattachant à des biens exclus du droit à déduction ;
- les produits pétroliers, à l'exception des carburants achetés pour la revente par des importateurs ou grossistes ;
- les biens cédés sans rémunération ou moyennant une rémunération très inférieure à leur prix normal, notamment à titre de commission, salaire, gratification, cadeau quelle qu'en soit la qualité du bénéficiaire ou la forme de la distribution.

Article 25.- Pour compter du 1^{er} Janvier 2007, les dispositions de l'article 148 du Code Général des Impôts (CGI) sont modifiées comme suit:

Au lieu de :

Article 148(ancien) :

- Le tarif de la taxe civique est fixé chaque année par la Loi de Finances.
- Le produit de cette taxe hors des communes est perçu au profit du budget de l'Etat. Dans les communes, les 1.500 Francs perçus sont intégralement versés au Trésor Public qui reverse ensuite 500 Francs à la Commune, 200 Francs au F.I.R. et conserve les 800 Francs pour le budget de l'Etat.

Lire :

Article 148(nouveau) :

- Le tarif de la taxe civique est fixé chaque année par la Loi de Finances.
- Le produit de cette taxe hors des communes est de 1 000FCFA et est perçu au profit du budget de l'Etat. Dans les communes, les 2 000 Francs perçus sont intégralement versés au Trésor Public qui reverse ensuite 500 Francs à la Commune, 200 Francs au F.I.R. et conserve les 1 300 Francs pour le budget de l'Etat. Les femmes et les personnes âgées de plus de 60 ans sont exonérées de cette taxe.

Article 26.- Pour compter du 1^{er} Janvier 2007, les véhicules automobiles de transport en commun, de la position tarifaire 87.02, ainsi que les véhicules de tourisme et autres véhicules automobiles de la position 87.03 précédemment taxés à la catégorie IV au taux de 30% sont ramenés à la catégorie III au taux de 20%.

Cependant, les véhicules automobiles à moteur à piston alternatif à allumage par étincelles d'une cylindrée excédant 3.000 cm³ et les véhicules à moteur à piston à allumage par compression (diesel ou semi diesel) d'une cylindrée excédant 2.500 cm³ de la position tarifaire 87.03 demeurent à la catégorie IV au taux de 30% et soumis au droit d'accises aux taux de 20%.

Article 27.- Pour compter du 1^{er} Janvier 2007, la Taxe de Contrôle et Conditionnement (TCC) et la Taxe de Recherche (TR) sont supprimés ; *h k / 6/1*

Article 28.- Pour compter du 1^{er} Janvier 2007, les matériaux de constructions importés sont exonérés des droits et taxes autres que ceux relevant du tarif extérieur commun et la Taxe Communautaire d'Intégration(TCI).

La nature de ces droits et taxes et la liste de ces matériaux de constructions seront déterminées par un arrêté du Ministre des Finances, de l'Economie et du Plan.

III/ - EVALUATION DES RESSOURCES

Article 29.- Les Recettes Budgétaires affectées à la couverture des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital, groupées sous les différents titres du budget général de l'Etat sont évaluées pour 2007 à la somme de 918.009.680.000 F CFA.

La ventilation de ces ressources par titre, section, et article est donnée par le tableau des annexes 1 de la présente loi :

Recettes ordinaires	759.711.000.000 F CFA
Titre I : Recettes Fiscales	577.869.000.000 F CFA
Titre II : Recettes non Fiscales.....	181.842.000.000 F CFA
Recettes en capital	158.298.680.000 F CFA
Titre III : Recettes en capital.....	12.672.000.000 F CFA
Titre IV : Aides, Dons et Subventions	74.809.000.000 F CFA
Titre V : Emprunts.....	70.817.680.000 F CFA

La ventilation de ces ressources par titre, section, et article est donnée par le tableau des annexes 1 de la présente loi :

III/ - EVALUATION DES CHARGES

Article 30.- Les plafonds des crédits applicables aux dépenses de fonctionnement et de dépenses en capital regroupées sous les différents titres du budget général de l'Etat sont évaluées pour 2007 à la somme de 689.041.935.526 F CFA.

DEPENSES COURANTES	348.133.037.274 F CFA
TITRE I : Charges de la dette publique	
Rétrocedée et non rétrocedée.....	17.286.948.754 F CFA
TITRE II : Dotations des pouvoirs publics	198.693.761.520 F CFA
dont 28.992.306 957 F CFA au titre des revenus pétroliers.	
TITRE III: Interventions de l'Etat et	
Transferts courants	132.152.327.000 F CFA
dont 27.720.000.000 F CFA au titre des revenus pétroliers	
DEPENSES EN CAPITAL	340.908.898.252 F CFA

TITRE IV : Dotations aux amortissements de la dette publique
rétrocedée et non Rétrocedée..... 53.334.649.429 F CFA
dont 6.100.000.000 F CFA de provisions
pour la dette liée au projet pétrole.

TITRE V : Equipements, Investissements
et Transferts en Capital287.574.248.823 F CFA
dont 55.097.693.043 F CFA
au titre des ressources pétrolières
affectées aux secteurs prioritaires.

Le montant des autorisations de programme et des crédits d'engagement et de paiement ouvert aux Ministères et Institutions publiques pour les dépenses en capital du Budget Général de l'Etat est arrêté à la somme de 287.574.248.823 F CFA dont :

Prêts 70.817.680.000 FCFA
Dons et Subventions 74.809.000.000 FCFA

Article 31.- L'excédent prévisionnel de 228.967.744.474 FCFA, sera régi suivant un mécanisme spécial pouvant garantir sa mobilisation ultérieure en tant que de besoin.

Article 32.- Le Gouvernement est autorisé :

a) à procéder aux tirages sur les emprunts contractés à concurrence de 70.817.680.000 FCFA au titre de crédits de paiements pour financer les projets d'investissement pluriannuels faisant l'objet des autorisations de programme dans les budgets antérieurs.;

b) à recourir à des aides, dons et subventions en 2007 pour un montant de 74.809.000.000 FCFA en couverture des crédits de paiement affectés aux dépenses d'investissement public.

V /- DISPOSITIONS DIVERSES

Article 33.- Pour compter du 1er janvier 2007:

a) - il est procédé d'une part au nivellement et à la revalorisation du SMIG qui passe de 25.480 FCFA à 28.000 FCFA et, au relèvement de la valeur du point d'indice de 100 FCFA à 102 FCFA d'autre part ;

b) - Il est procédé au relèvement du montant des Indemnités de Cherté de Vie (ICV) qui passe 16.500 FCFA à 20.000 FCFA par mois, pour tout fonctionnaire exerçant dans la région du Borkou Ennedi Tibesti (BET).

Les modalités pratiques de ces dispositions seront déterminées par un décret pris en Conseil des Ministres ;

Article 34.- Pour compter du 1er janvier 2007, il est autorisé le recrutement à la Fonction Publique de 5.575 agents repartis comme suit :

- 50 magistrats à la Justice ; *Hy*

- 1.000 recrues GNNT à l'Administration du Territoire ;
- 1 950 enseignants à l'Education Nationale dont 1 500 à l'Enseignement de Base et 450 au secondaire ;
- 100 enseignants du Supérieur ;
- 400 agents sanitaires à la Santé Publique ;
- 30 agents sociaux à l'Action Sociale ;
- 50 agronomes à l'Agriculture ;
- 80 vétérinaires à l'Elevage ;
- 15 ingénieurs en génie civil aux Infrastructures et Transport ;
- 75 maîtres d'éducation physique à la Jeunesse et Sport ;
- 30 agents à l'Environnement et Pêche ;
- 1.000 agents policiers à la Sécurité Publique ;
- 40 agents contrôleurs au Contrôle Général d'Etat ;
- 122 agents à la Fonction Publique ;
- 50 agents à la Culture ;
- 63 agents aux Mines et Energie ;
- 200 agents à l'Aménagement du Territoire ;
- 70 agents au Pétrole ;
- 50 agents au Ministère de l'Eau ;
- 70 agents au Tourisme ;
- 30 agents à la Communication ;
- 50 agents à la Solidarité et Micro-Crédits ;
- 30 agents au Commerce, Industrie et Artisanat ;
- 20 agents à la Décentralisation ;

Les dossiers des postulants doivent être étudiés, analysés et retenus par le Ministère chargé de la Fonction Publique selon le profil correspondant aux spécificités du département utilisateur et conformément au Statut Général de la fonction Publique.

Article 35.- Pour compter du 1er Janvier 2007, il est autorisé exceptionnellement dans les départements Ministériels, le recrutement en remplacement numérique des agents décédés, retraités ou révoqués au courant de l'année.

Toutefois, ce remplacement qui ne peut s'opérer qu'au cours de l'année, ne se fera que si le (s) poste (s) laissé (s) vacant (s) est (sont) indispensable (s) pour le bon fonctionnement du service.

Article 36.- Chaque Ministre étant responsable de la gestion de son département devra s'assurer de la liquidation des recettes qui sont de la compétence de ses services, veiller au bon emploi des crédits qui lui sont ouverts ainsi qu'à l'exacte application de la réglementation en matière de comptabilité publique.

Chaque trimestre, les Ministres sont tenus de faire parvenir au Ministère des Finances, la situation des crédits budgétaires et la situation des recettes des différents services de leur département.

Afin de contrôler les engagements de toute nature et les contenir dans les limites des financements possibles, le Ministre des Finances dresse un rapport et propose au Conseil des Ministres d'autoriser un rythme de consommation des crédits limitatifs

NGW *hy*

des dépenses de matériel figurant aux divers chapitres en tenant compte des besoins indispensables de fonctionnement des départements ministériels.

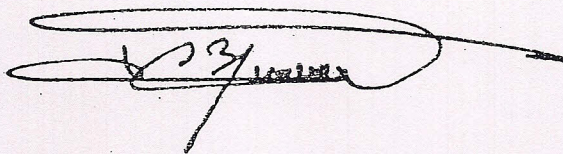
Les Ministres ayant la tutelle des établissements publics et des organismes d'Etat doivent inviter les responsables desdits établissements et organismes à soumettre chaque année à la Commission Budgétaire lors de la présentation du budget du département, leurs projets de budget ainsi que toutes créations ou modifications de textes relatifs aux recettes afin de les insérer dans la Loi des Finances.

VII/- DISPOSITIONS FINALES

Article 37/ - Toutes les dispositions antérieures non contraires à la présente Loi sont maintenues.

Article 38/ - La présente Loi sera enregistrée et publiée au Journal Officiel de la République et exécutée comme Loi de l'Etat. *hy N° 62*

Fait à N'Djaména, le 05 JANVIER 2007



IDRISS DEBY ITNO

Jean DJIMADOUMNGAR
KOYASSOUM KLAMADJI
*Inspecteur des Impôts
et Taxes*